

RAPPORT ANNUEL 2008



AUGROS COSMETIC PACKAGING

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 283 933 €
Siège social : 165 boulevard de Valmy – 92700 Colombes
592 045 504 RCS Nanterre



AUGROS COSMETIC PACKAGING

Assemblée Générale Ordinaire

des Actionnaires

du 24 Juin 2009

Rapport de gestion

sur les comptes de l'exercice clos

au 31 décembre 2008

SOMMAIRE

Conseil de Surveillance, Directoire, Comité de Direction Groupe, Actionnariat

Rapport de gestion du Directoire

Comptes consolidés

Annexe des comptes consolidés

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Comptes individuels

Annexe des comptes individuels

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes individuels

Résolutions

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Président	M. Jacques BOURGINE
Vice Président	Mme Geneviève BOURGINE
Membres	Mme Catherine BOURGINE BOUCHER
	M. Tony HEUDE

DIRECTOIRE

Président	M. Didier BOURGINE
Membre	M. Claude PHILIPPON

COMITE DE DIRECTION

Président	M. Didier BOURGINE
Directeur Industriel	M. Claude PHILIPPON
Directeur pôle décor MSV	M. Claude TROUSSET
Responsable financier	Mme Martine ESNAULT

ACTIONNARIAT

Famille BOURGINE	79%
Public	20%
Auto-détention	1%

AUGROS COSMETIC PACKAGING
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 2 283 933 euros
Siège Social : 165 Boulevard de Valmy – 92700 COLOMBES

R.C.S. NANTERRE B 592 045 504

<p>RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 24 JUIN 2009 STATUANT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008</p>
--

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte Annuelle conformément aux dispositions de la Loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les convocations prescrites vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

I. L'ACTIVITÉ, LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE

FAITS MARQUANTS ET ACTIVITÉ

Le chiffre d'affaires 2008 est en recul de 9,1% en raison des événements suivants :

Pôle Emballage Luxe (Alençon) : ce pôle a été affecté sur le troisième quadrimestre par le démarrage d'un plan de déstockage important destiné à anticiper la baisse de la consommation des produits de parfumerie et cosmétique sur l'ensemble de l'année 2009. L'impact de ce plan a annulé la prévision de croissance budgétaire de ce pôle sur l'année 2008.

Pôle Décor (Le Theil) : au plan de déstockage de la filière parfumerie – cosmétique est venue s'ajouter la réintégration des sous-traitances de type capacitaire qui ont amplifié la décroissance de l'activité du pôle décor, qui a culminé en décembre à – 50% par rapport à la même période de 2007. Ainsi, sur l'ensemble du dernier quadrimestre, la baisse de l'activité décor s'est élevée à – 36%.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Les principaux indicateurs financiers de la société au 31 décembre 2008 sont présentés ci-après :

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Dettes à plus d'un an – moins de cinq ans	3 638	4 389
Dettes à plus de cinq ans	<u>4 131</u>	<u>4 018</u>
Total dettes à plus d'un an	7 769	8 407
Actif réalisable		
Créances	4 441	5 697
Trésorerie	<u>1 091</u>	<u>2 877</u>
Total actif court terme	5 532	8 574
Dettes court terme		
Dette d'exploitation	4 267	3 830
Factor	<u>3 733</u>	<u>4 175</u>
Total dettes court terme	8 000	8 005
Excédent actif réalisable/dettes court terme	- 2 468	569

PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX

L'exercice 2008 a permis la réalisation d'un chiffre d'affaires hors taxes de 15 807 256 euros contre 17 375 821 euros, pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation fait ressortir une perte de 2 126 513 euros. L'exercice précédent, quant à lui, faisait ressortir une perte de 1 907 581 euros.

Le résultat financier se solde par un résultat négatif de – 403 425 euros, contre un résultat négatif de – 449 238 euros, pour l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôts s'élève pour l'exercice 2008 à – 2 529 938 euros, contre - 2 356 819 euros, pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel est de – 1 011 961 euros contre 403 496 euros l'année passée.

PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉES

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant du Groupe est de – 1 938 K€ contre – 1 340 K€ pour l'exercice 2007.

Coût de l'endettement financier net

L'endettement Groupe « auprès des établissements de crédits » net de disponibilités (+ 1 087 K Euros) s'inscrit à 4 019 K Euros contre 2 998 K Euros au 31 décembre 2007.

Dans ce contexte, la charge d'intérêts de l'année 2008 passe de – 257 K€ à - 228 K€.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels ressortent sur l'exercice 2008 à – 1 090 K€.

Résultat net consolidé

Compte tenu des éléments qui précèdent, **le résultat net**, est de – 4 533 K€ part du groupe.

Capacité d'autofinancement et EBITDA

Dans ce contexte, la marge brute d'autofinancement ressort à – 1 398 K€.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Le premier semestre de l'année 2009 sera difficile, particulièrement sur le pôle décor. Nous prévoyons que la période de déstockage prendra fin au premier semestre. La reprise et son intensité dépendront de l'amplitude de la baisse de la consommation dans les pays développés. Quasiment nulle fin 2008, celle-ci semble significative au premier trimestre 2009. En synthèse, nous anticipons une faible reprise sur l'ensemble de l'année sur le pôle Emballage par rapport à 2008 et une baisse significative sur le pôle Décor. Une baisse limitée de l'ensemble du chiffre d'affaires en 2009 est l'hypothèse que nous retenons, à ce stade.

Tenant compte du fait que les locaux du siège social sis au 165 Boulevard de Valmy à Colombes sont partiellement inoccupés depuis le redressement judiciaire de Février 2006 et que le bail venait à expiration triennale au 30 Juin 2009, la société a décidé, afin d'alléger les charges, de mettre fin audit bail à cette même date et de transférer le siège social sur le site du Pôle Emballage : ZA du Londeau – Rue de l'Expansion – CERISE – 61000 ALENCON.

INVESTISSEMENTS

Le Groupe a procédé, en 2008, à des investissements industriels visant à réaliser les nouveaux contrats commerciaux dans les meilleures conditions économiques possibles, pour un montant de 580 K€ décomposé comme suit :

1/ Pôle Décor :

- Environnement (mise en conformité DRIRE): 114 K€,
- Automatismes : 213 K€,
- Fin du déploiement du système d'information : 48 K€
- Outillages et divers : 16 K€

2/ Pôle Emballage :

- Sécurité et mise en conformité DRIRE: 37 K€
- Automatismes et investissements commerciaux Clarins : 152 K€

CHANGEMENTS DE MÉTHODES INTERVENUS DANS L'EXERCICE

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

Le périmètre détaillé du groupe figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

Elles sont détaillées dans les annexes aux comptes annuels et consolidés.

RISQUES ET INCERTITUDES : Instruments financiers

Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers pouvant présenter un caractère de risque qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de ses pertes et profits. Le Groupe n'est pas exposé aux risques sur les titres de capital (actions, OPCVM, dérivés...)

A notre connaissance, il n'existe pas de risques en matière de taux de changes, de risques sociaux, de risques liés aux actions détenues ou tout autre risque (juridique, pays...) au sein du Groupe Augros C.P. à la date de la clôture du 31 décembre 2008. En conséquence, le Groupe n'a pas adopté à ce jour de stratégie de couverture de risques et d'utilisation de produits dérivés particuliers.

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Aucun frais de recherche et développement n'a été engagé sur l'exercice 2008.

II. INFORMATIONS JURIDIQUES

2.1. MANDATAIRES SOCIAUX

MANDATS OU FONCTIONS EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Nous vous rappelons que :

- Monsieur Didier BOURGINE assume les fonctions de Président du Directoire de AUGROS COSMETIC PACKAGING depuis le 1^{er} Février 2002, il a été renouvelé dans ses fonctions en Janvier 2008.
- Monsieur Jacques BOURGINE remplit les fonctions de Président du Conseil de Surveillance.
- Monsieur Claude PHILIPPON, Directeur du Pôle Emballage de Luxe basé à Alençon est Membre du Directoire.

RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Nous vous communiquons ci-après le montant des rémunérations nettes et indemnités perçues par les mandataires sociaux :

M. Didier BOURGINE, Président du Directoire :	204 000 €
M. Jacques BOURGINE, Président du Conseil :	48 000 €
M. Laurent LESANGE, Membre du Directoire :	2 000 €

JETONS DE PRÉSENCE

Nous vous rappelons que le montant des jetons de présence a été fixé à 9 000€ et ratifié lors de la dernière Assemblée Générale.

2.2. TITRES DE LA SOCIÉTÉ ET PARTICIPATIONS

RÉPARTITION DU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L.233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital social ou des droits de vote :

- La société PARTICIPATIONS ET FINANCIERE BOURGINE possède plus de la moitié du capital social et plus du tiers des droits de vote.
- M. Jacques BOURGINE possède plus du cinquième du capital social et plus du tiers des droits de vote.

ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE

Le cours de bourse de l'action Augros Cosmetic Packaging, code Sicovam 6178, côtée au compartiment C de la Bourse de Paris, était au 31-12-2008 de 0.52 Euros contre 2.40 Euros au 31-12-2007.

PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL SOCIAL

La société n'ayant ni plan d'épargne ni fonds commun de placement salarial, aucun salarié ne détient directement ou indirectement d'actions de la société.

2.3. AUTRES INFORMATIONS

SOCIÉTÉS CONTROLÉES

Compte tenu de la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) effectuée au 30 juin 2006 entre les sociétés françaises incluses dans le nouveau périmètre, AUGROS COSMETIC PACKAGING contrôle la structure Américaine AUGROS Inc dont seuls les actifs ont été cédés.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

<u>Dénomination</u>	<u>% détention</u>	<u>Capital</u>	<u>Activité</u>
<u>Augros Inc</u>	<u>100 %</u>	<u>26 US\$</u>	<u>Injection plastique</u>

PRISES DE PARTICIPATION ET PRISES DE CONTROLE DE L'EXERCICE

Néant

CHARGES NON FISCALEMENT DÉDUCTIBLES

Nous vous demanderons enfin de vous prononcer sur le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement que nous avons engagées au cours de l'exercice écoulé, dont le montant global s'élève à 56 648 euros et correspondant théoriquement à un impôt sur les sociétés de 18 883 euros.

RÉSULTATS – AFFECTATION / DIVIDENDES

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice écoulé correspondant à la somme de – 3 541 899 euros de la façon suivante :

- l'intégralité au poste « report à nouveau »

Nous vous rappelons, en outre, qu'au titre des trois derniers exercices, il n'a pas été distribué de dividendes afin de renforcer les fonds propres du Groupe.

Exercice	Dividende total versé	Dividende par action	Avoir fiscal par action	Revenu réel à déclarer
2005	0	0	0	0
2006	0	0	0	0
2007	0	0	0	0

III. INFORMATIONS NON FINANCIÈRES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

POLITIQUE DE PRÉVENTION DES RISQUES D'ACCIDENT TECHNOLOGIQUE

La société a nommé un Responsable en charge des problèmes de sécurité environnementale et a souscrit un contrat d'assurance Responsabilité Civile pour ces risques auprès de la compagnie COVEA RISKS.

INFORMATIONS PROCÉDURES LÉGALES

A notre connaissance, il n'existe, dans les entreprises du Groupe, aucune procédure légale et évènement extraordinaire. Nous n'avons pas connaissance à ce jour de litiges ou arbitrages susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière du Groupe.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

A notre connaissance, il n'existe, dans les entreprises du Groupe, aucun élément environnemental de nature à avoir une incidence significative sur les résultats du Groupe. Toutefois, il est précisé que des investissements pour un montant de 151 K€ ont été effectués sur les deux pôles d'activité pour se conformer aux exigences de la DRIRE en la matière. D'autres investissements seront à prévoir dans les années à venir, notamment concernant le traitement des eaux sur le pôle Décor.

Sur le plan sociétal, il n'existe aucun risque de nature à avoir une incidence significative sur les résultats du Groupe.

COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE

Le Comité Central d'Entreprise n'a formulé aucune remarque sur la gestion de l'entreprise au cours de l'exercice 2008.

DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Les salariés de l'entreprise bénéficient d'un droit individuel à la formation, conformément à la Législation en vigueur et ont été informés individuellement par l'entreprise des modalités relatives à l'utilisation de ce droit.

INFORMATION LIÉES A L'EFFECTIF

Au 31 décembre 2008, les effectifs se répartissent comme suit :

France	221
USA	0

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant HT des honoraires de commissariat aux comptes s'élève à :

- cabinet AUDITOR :	32 K€
- cabinet AD CONSEILS :	32 K€

Il n'y a pas eu de prestation d'expert indépendant effectuée à la demande des Commissaires aux Comptes et de leur réseau dans le cadre de leur mission.

CONVENTIONS VISÉES AUX ARTICLES L.225-86 et L.225-90 DU CODE DE COMMERCE

Vos Commissaires aux Comptes ont été informés des conventions qu'ils vous relatent dans leur rapport spécial.

TABLEAU DES RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au présent rapport, est joint, conformément aux dispositions de l'article R 225-102 du Code de Commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de notre Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

Vous trouverez dans l'annexe toutes explications complémentaires.

Vos Commissaires aux Comptes relatent dans leur rapport général, l'accomplissement de leur mission.

Votre Directoire vous invite à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Fait à Colombes
Le 14 Avril 2009

LE DIRECTOIRE

Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2008

I. Bilan consolidé.

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Actif non courant		4 898	6 422
Immobilisations incorporelles	(Note 4.1.1)	373	442
Ecart d'acquisition			
Immobilisations corporelles	(Note 4.1.2)	4 305	5 043
Actifs financiers non courants	(Note 4.1.3)	220	207
Impôts différés actifs	(Note 4.1.4)	0	731
Actifs des activités destinées à être cédées			
Actif courant		6 641	10 542
Stocks	(Note 4.2.1)	1 040	1 524
Clients et autres débiteurs	(Note 4.2.2)	4 290	5 358
Impôts exigibles	(Note 4.2.3)	224	482
Actifs financiers courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(Note 4.2.4)	1 087	3 178
Total actif		11 539	16 964

Passif	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Capitaux propres		-5 070	-543
Capital émis		2 284	2 284
Primes d'émission		3 959	3 959
Autres titres d'autocontrôle		-28	-68
Réserves		-6 752	-5 405
Résultats de l'exercice		-4 533	-1 313
Intérêts minoritaires			
Passif non courant		7 818	8 111
Dettes financières (part à plus d'un an)	(Note 4.3.1)	6 368	7 281
Impôts différés passifs			
Provisions	(Note 4.3.2)	1 326	449
Autres passifs non courants		125	380
Passifs des activités destinées à être cédées			
Passif courant		8 790	9 396
Dettes financières (part à moins d'un an)	(Note 4.3.1)	5 106	6 176
Impôts courants		155	132
Fournisseurs et autres créditeurs		3 275	2 760
Provisions			
Autres passifs courants		255	329
Total passif		11 539	16 964

II. Compte de résultat consolidé.
(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires	(Note 4.4.1)	15 807	17 376
Autres produits de l'activité		0	0
Achats consommés		-4 255	-4 984
Variation des stocks de production		-237	-327
Charges de personnel		-7 278	-7 754
Charges externes		-4 095	-3 971
Impôts et taxes		-744	-609
Dotations nettes aux amortissements		-1 282	-1 441
Dotations nettes aux provisions		-212	-79
Autres produits et charges d'exploitation		358	450
Résultat opérationnel courant		-1 938	-1 340
Autres produits et charges opérationnels	(Note 4.5)	-1 090	168
Résultat opérationnel		-3 028	-1 172
Résultat financier	(Note 4.6)	-775	-124
Charges d'impôts		-731	-16
Provision écart acquisition			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-4 533	-1 313
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net de l'exercice		-4 533	-1 313
Part du groupe		-4 533	-1 313
Part des intérêts minoritaires			
Résultat par action (part du groupe)		-3,18	-0,92
Résultat dilué par action (part du groupe)		-3,11	-0,90

III. Tableau de flux consolidé.
(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net des sociétés intégrées	-4 533	-1 313
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		
- amortissements et provisions	2 330	1 639
- impôts différés	731	16
- actualisation passif RJ	381	-160
- étalement PCA sur lease-back	-329	-418
- plus-values de cessions nettes d'impôts	22	-274
Marge brute d'autofinancement	-1 398	-509
- Variation des stocks et en cours	484	351
- Variation des créances liées à l'activité	1 326	1 095
- Variation des dettes liées à l'activité	543	-805
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	2 353	640
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	955	131
- Acquisition d'immobilisations	-669	-170
- Cessions d'immobilisations		
- Variations des autres immobilisations financières	-12	8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-681	-162
- Augmentation de capital en numéraire		
- Remboursements d'emprunts et dettes financières	-1 828	-2 572
- Variation dette Factor	-442	-254
- Variations des autres financements		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-2 270	-2 826
Variation nette de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	-1 997	-2 857
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 082	5 939
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 085	3 082

IV. Variation des capitaux propres.
(En milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conv/réval	Titres d'autocontrôle	Capitaux propres
Situation à la clôture 31 décembre 2006	2 284	3 959	-10 182	4 696	0	-68	689
Variation de capital							0
Variation de périmètre							0
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle							0
Affectation résultat			4 696	-4 696			0
Résultat consolidé de l'exercice				-1 313			-1 313
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante							0
Variation des écarts de conversion			-39				-39
Correction d'erreurs			121				121
Imputation de l'écart d'acquisition sur les capitaux propres							0
Autres mouvements							0
Situation au 31 décembre 2007	2 284	3 959	-5 404	-1 313	0	-68	-543

Remarque : le montant porté sur la ligne "Correction d'erreurs" est essentiellement lié au locations financières

Situation au 31 décembre 2008	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conv/réval	Titres d'autocontrôle	Capitaux propres
Situation à la clôture 31 décembre 2007	2 284	3 959	-5 404	-1 313		-68	-543
Variation de capital							
Variation de périmètre							
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle							
Affectation résultat			-1 353	1 313		40	0
Résultat consolidé de l'exercice				-4 533			-4 533
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante							
Variation des écarts de conversion			6				6
Correction d'erreurs							
Imputation de l'écart d'acquisition sur les capitaux propres							
Autres mouvements							
Situation au 31 décembre 2008	2 284	3 959	-6 752	-4 533		-28	-5 070

V. Notes sur les états financiers consolidés.

(tous les montants indiqués dans les notes qui suivent sont en milliers d'euros.)

Faits marquants de l'exercice 2008 et conséquences

Après une année 2007 avec un CA en forte baisse : -24%, l'année 2008 se présentait comme l'année du rebond. En effet le CA du pôle Emballage intégrait de nouveaux produits significatifs avec des clients prestigieux (Clarins, Thierry Mugler, Rémy Marquis, P&G) et le pôle Décor présentait, de son côté, une bonne résistance compte tenu de la stabilité prévue sur le marché de la cosmétique.

La réalité du début de l'année confirmera cette tendance avec un chiffre d'affaires de quelques 10% supérieur au niveau habituel de la période. D'une façon générale, les réalisations en début d'année confirmeront pleinement les prévisions établies au budget, pour s'infléchir à l'apparition de la crise puis chuter brutalement à partir de Septembre.

En effet, les clients, anticipant l'ampleur de la crise et son impact à terme sur la consommation, ont lancé un plan de réduction des stocks drastique qui s'est propagé à l'ensemble de la filière. De même les sous-traitances de type capacitaires ont été réintégrées dans la majorité des cas.

Ainsi le pôle Décor, concerné par l'ensemble du secteur, enregistre une baisse de chiffre d'affaires de 1 390K€ soit plus de 36% sur le troisième trimestre avec un point d'orgue en décembre à - 52%. Quant au pôle Emballage, l'impact des lancements limitera la baisse sur la même période à 570 K€ soit -20%.

Au global, l'année, prévue en croissance, se terminera en régression de 9,2% à 15 800 K€ avec, respectivement, des baisses de 6% et 11,4% sur les pôles Emballage et Décor.

Afin de sécuriser ses disponibilités à moyen terme AUGROS COSMETIC PACKAGING a obtenu :

- d'une part, un rééchelonnement de la dette de RJ ; l'échéance N°2 de Septembre 08 a été honorée et les échéances des années 3 et 4 ont été réduites à 5% de remboursement contre 11,25%, la différence étant reportée en années 9 et 10 ;
- et d'autre part, un report de règlement pour un montant de 876 K€ correspondant à des loyers et charges sociales du 4^{ème} trimestre 2008 ainsi que la Taxe professionnelle 2008.

Enfin, un plan de restructuration du personnel et de réduction des coûts externes a été lancé. Son impact a été provisionné dans les comptes 2008 pour 722 K€.

Perspectives 2009

Le premier semestre de l'année 2009 sera difficile, particulièrement sur le pôle Décor. Nous prévoyons que la période de déstockage prendra fin au premier semestre. Il est difficile d'imaginer que le second semestre ne montre pas de signes significatifs de redémarrage, compte tenu de l'assèchement considérable de la chaîne logistique déjà effectué.

En synthèse, nous anticipons une faible reprise sur l'ensemble de l'année sur le pôle Emballage par rapport à 2008 et une baisse significative sur le Pôle Décor. Une baisse limitée de l'ensemble du CA d'AUGROS COSMETIC PACKAGING en 2009 est l'hypothèse que nous retenons, à ce stade.

Financièrement, il s'en suivra que les reports de règlements obtenus en 2008 (ci-dessus énoncés) se poursuivront en 2009 pour les mêmes créanciers et ce, à hauteur de 2 M€.

Enfin, il sera demandé au Tribunal de Commerce de reporter à 2010 le paiement prévu en septembre de l'échéance annuelle du plan RJ (420 K€).

1. Modalités de consolidation.

1.1. Principes et modalités de consolidation. — Les comptes consolidés du groupe établis au 31 décembre 2008 ont été établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'union européenne. Les normes et interprétations adoptées par l'IASB et l'IFRIC mais non encore adoptées au 31 décembre 2008 par l'Union européenne n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

1.2. Traitement de l'écart d'acquisition. — Les écarts d'acquisition inscrits à l'actif du bilan consolidé sont égaux à la différence positive, constatée lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des actions détenues et la quote-part correspondante des ses capitaux propres retraités à leur juste valeur.

Des tests de valeurs sont pratiqués tous les ans, et éventuellement plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur. Le cas échéant une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable déterminée est inférieure à la valeur nette comptable. Ils ont une valeur nulle dans les comptes au 31 décembre 2008.

1.3. Intérêts minoritaires. — Il n'existe plus d'intérêt minoritaire depuis le 30 juin 2006.

1.4. Dividendes. — Les dividendes versés par une société consolidée à une autre société consolidée sont éliminés pour la détermination du résultat net du Groupe. Aucun dividende n'a été versé au cours de l'exercice 2008.

1.5. Comptes et opérations réciproques. — Les opérations intra-Groupe de même que les soldes comptables intra-Groupe et tout gain latent ou réalisé lors d'opérations intra-Groupe sont éliminés lors du processus de consolidation.

1.6. Méthode de conversion. — L'euro est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation des comptes employée par Augros CP et sa filiale.

1.7. Méthodes et critères de consolidation. — La société-mère exerce un contrôle exclusif sur l'ensemble des sociétés du Groupe Augros Cosmetic Packaging.

La méthode d'intégration globale consiste à reprendre intégralement tous les postes du bilan et du compte de résultat des sociétés consolidées (après les éventuels retraitements de consolidation et l'élimination des opérations et comptes réciproques) et à répartir les capitaux propres et le résultat entre Augros CP et les autres actionnaires ou intérêts minoritaires.

Toutes les entreprises consolidées ont clôturé leurs comptes individuels au 31 décembre 2008.

2. Périmètre de consolidation.

Sociétés	Pays	Nombre d'actions	Pourcentage contrôle	Méthode
Augros Cosmetic Packaging	France	1 427 458	Mère	
Augros Inc.	Etats-Unis	2 600	100%	IG

IG : intégration globale

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation.

3.1 Immobilisations incorporelles — Les dépenses de recherche effectuées en vue d'acquérir des connaissances techniques sont comptabilisées directement en charges dans le compte de résultat.

Les frais de développement ne sont inscrits au bilan que lorsqu'ils se rapportent à la mise au point de nouveaux procédés de fabrication destinés à favoriser l'émergence de nouveaux produits ou à des études de R&D appliquée à des technologies non encore maîtrisées qui intéressent tout particulièrement nos clients : les débouchés commerciaux sont quasi garantis en cas de réussite dans la mise au point technique. Ces frais ne sont activés que pour autant qu'ils se composent de coûts directs et qu'ils soient individualisés et imputables à des applications dont la rentabilité future est raisonnablement estimée. Ces frais sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans. Les brevets industriels figurant à l'actif font tous l'objet d'une protection juridique, et sont tous exploités, générant chiffre d'affaires et marge commerciale, ils sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans. Les fonds de commerce qui représentent un goodwill sont inscrits à l'actif du bilan consolidé pour leur coût historique. Ces éléments ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel. De façon générale, la valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

3.2 Immobilisations corporelles — Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction de l'amortissement cumulé et d'une éventuelle dépréciation pour perte de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, basée sur la durée normale d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Constructions	20 ans
Matériel industriel	5 à 15 ans
Programmes d'automatismes des processus de fabrication	5 à 7 ans
Matériel de transport	4 et 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 et 5 ans

3.3. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé. — Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Compte tenu de la structure actuelle de l'entreprise après les opérations de restructuration opérées en 2006, l'unique entité légale AUGROS COSMETIC PACKAGING, constituée par deux établissements complémentaires, représente une seule et même UGT.

3.4. Crédit-bail et contrats de locations financement. — Les contrats de crédit-bail mobiliers et assimilés sont retraités dans les comptes consolidés. Les contrats de locations financement ont fait l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés depuis 2004.

Les biens ainsi financés figurent à l'actif du bilan dans les comptes d'immobilisation et la dette correspondante est inscrite au passif dans les dettes auprès des établissements de crédit.

La redevance de la période est reclassée en amortissement, sur la base de durée de vie des immobilisations de même catégorie, pour sa part « Capital » et en charge financière pour sa part « Intérêts ».

3.5. Titres de placement. — Le groupe possède des titres de placement retenus pour leur valeur historique. Les autres titres détenus par le groupe sont les actions propres portées en réduction des réserves.

3.6. Autres immobilisations financières. — Ce poste comprend pour l'essentiel des dépôts et cautionnements versés et des prêts. Si leur recouvrement s'avérait douteux, une dépréciation serait constatée.

3.7. Valeurs d'exploitation.

Stocks. — S'agissant de produits spécifiques réalisés sur devis, les produits finis et semi-finis sont valorisés, soit au coût de revient réel de production lorsqu'il peut être calculé avec fiabilité, soit à un pourcentage du prix de vente lorsque les outils de suivi ne permettent pas d'appréhender les coûts de revient réels avec une précision suffisante. Lorsque la société fabrique des produits non spécifiques (cas exceptionnel), une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces stocks est inférieure à leur valeur comptable.

Les stocks de matières premières sont évalués, selon la méthode FIFO, à leur coût d'acquisition, comprenant le prix d'achat de ces matières et les frais accessoires d'achat.

Créances et dettes en monnaies étrangères. — Les écarts de conversion figurant dans les comptes individuels des entreprises concernées sont inscrits en résultat consolidé.

Conversion des comptes annuels libellés en monnaie étrangère. — Les comptes de la filiale américaine consolidée Augros INC sont convertis en Euros selon la méthode du cours de clôture pour les postes du bilan et du cours moyen pour les postes du compte de résultat.

Transactions en devises. — Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération (taux de change mensuel standard, basé sur les cours observés à la fin du mois précédent, ou bien sur le taux de conversion connu lorsqu'il existe une couverture de change).

Dettes financières. — En application des normes IFRS (IAS 32), les provisions pour risques et charges et les dettes bénéficiant d'un différé de paiement non-conforme aux usages courants ont fait l'objet d'une actualisation.

Les dettes comprises dans le plan de continuation de la société par jugement du 27 septembre 2006 dont l'étalement est prévu sur 10 ans ont fait l'objet d'une actualisation sur la durée restante au 31 décembre 2008, soit 7.75 ans. Le taux d'actualisation retenu est égal i) au taux du 31 décembre 2006 (6%) auquel s'ajoute ii) la variation du taux OAT Tec 10 ans entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2008 (-0.56 point), soit 5.44%. L'effet de l'actualisation se traduit au 31 décembre 2008 par une charge financière de 381 K€.

Impôts différés. — Les impôts différés résultent :

- des différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal (méthode étendue) ;
- des retraitements pratiqués en consolidation ;
- des déficits fiscaux dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices fiscaux futurs est possible.

Les impôts différés sont calculés, selon la méthode du report variable, en tenant compte de l'évolution connue du taux d'imposition à la date de clôture. Le taux utilisé pour la France au 31 décembre 2008 est 33 1/3%.

L'actif d'impôt différé est normalement déterminé sur la seule base des déficits fiscaux susceptibles de s'imputer sur les résultats prévisionnels des deux prochains exercices pondéré d'un coefficient de 80%. Néanmoins, au 31 décembre 2008, compte tenu d'un contexte économique incertain, il a été décidé de n'activer aucun actif d'impôt différé. Cette position prudente sera réévaluée à la lumière des résultats futurs.

Les impôts différés issus des différences temporelles ainsi que de l'ensemble des retraitements et des éliminations de consolidation ne sont pas calculés du fait de leur poids non significatif et de la prépondérance des déficits fiscaux reportables.

Provisions. — Des provisions sont constatées lorsque leur objet est nettement précisé à la clôture de l'exercice ou avant l'établissement des comptes et qu'elles peuvent être évaluées de manière raisonnable. Ce poste enregistre l'ensemble des provisions comptabilisées par les sociétés du Groupe et les provisions éventuelles découlant des retraitements obligatoires ou optionnels de consolidation. Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

Engagements sociaux. — La norme IAS 19 précise les règles de comptabilisation des avantages consentis au personnel (à l'exception des rémunérations en actions qui relèvent de l'IFRS 2).

Les avantages à court terme (salaires, congés payés, contributions sociales, intéressement...) font l'objet d'une comptabilisation en « charges à payer » figurant au passif du bilan sous la rubrique « Dettes sociales et fiscales ».

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent aux indemnités de fin de carrière des salariés. L'évaluation de ces indemnités est réalisée par un organisme d'assurance sur l'hypothèse d'un départ volontaire du salarié. Les écarts actuariels sont enregistrés au compte de résultat. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- utilisation de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées ;
- taux annuel d'actualisation : 3% ;
- taux annuel de progression des salaires : 0,50% ;
- taux annuel de turn-over : 10% jusqu'à 49 ans, 0% au-delà ;
- taux de charges sociales : 45%
- table de mortalité : TF 00-02 ;
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Aucune actualisation de ces engagements sociaux n'a été réalisée au 31 décembre 2008. Le montant retenu est celui à fin 2007 considérant la baisse des effectifs à fin 2008.

Stock options et bons de souscriptions. — Aucune nouvelle option n'a été octroyée au cours de l'exercice. Aucune option n'a été levée au 31 décembre 2008.

Les principales caractéristiques de ce plan sont les suivantes :

Type	Date de souscription	Nombre de titres	Prix d'exercice	Exercable à partir du
Options	01/07/2004	28 560	7,44 €	01/07/2008

Soit 28 560 options

L'assemblée générale du 10 novembre 1997 a autorisé le conseil d'administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de cinq ans commençant le 15 janvier 1998, des options donnant droit à souscription d'actions. Le directoire, en date du 1^{er} juillet 2004 a octroyé, suite à l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2004, 28 560 stocks options supplémentaires à des cadres dirigeants du Groupe Augros Cosmetic Packaging.

Information sectorielle. — Augros CP ne publie pas d'information sectorielle dans la mesure où la société est organisée autour d'une activité principale et intervient exclusivement sur le territoire national. Cette activité recouvre plusieurs domaines, mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

4. Notes sur le bilan et le compte de résultat.

4.1 Variation des immobilisations et des amortissements.

4.1.1 Immobilisations incorporelles :

Variations des immobilisations incorporelles					
(En milliers d'euros)	31/12/2008				31/12/2007
	Augmentation	Diminution	Transferts et autres	Valeurs brutes	Valeurs brutes
Frais d'établissement					
Frais de R&D					
Concessions, brevets	109			232	123
Goodwill (fonds commercial)				445	445
Autres immobilisations incorporelles					
Total des immobilisations incorporelles	109			677	568

Variations des amortissements et provisions					
(En milliers d'euros)	31/12/2008				31/12/2007
	Dotations	Reprises	Sorties et transferts	Cumul amortissements	Cumul amortissements
Frais d'établissement					
Frais de R&D					
Concessions, brevets	-7			-102	-96
Goodwill (fonds commercial)	-171			-201	-30
Autres immobilisations incorporelles					
Total des amortissements incorporelles	-178			-304	-126

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Valeur nette	373	442

4.1.2. Immobilisations corporelles :

Variation des immobilisations corporelles					
(En milliers d'euros)	31/12/2008				31/12/2007
	Augmentation	Diminution	Transferts et autres	Valeurs brutes	Valeurs brutes
Terrains					
Constructions	33			179	147
Installations techn, matériel et outillage	252	1	23	10 907	10 678
Autres immobilisations corporelles	49			1 837	1 788
Actif démantèlement					
Immobilisations corporelles en cours	626		400	277	51
Total des immobilisations corporelles	960	1	423	13 202	12 664

Variation des amortissements et provisions					
(En milliers d'euros)	31/12/2008				31/12/2007
	Dotations	Reprises	Transferts et autres	Cumul amortissements	Cumul amortissements
Amortissements / provisions constructions	0			-147	-147
Amortissements / provisions installations tech, matériels et outillages	-1 142	-1		-7 184	-6 043
Autres immobilisations corporelles	-134			-1 566	-1 432
Total des amortissements corporels	-1 276	-1		-8 897	-7 622

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Valeur nette	4 305	5 043

Les immobilisations corporelles comprennent des crédits baux et des biens en location financement pour :

Crédits baux :	
Installations techniques, matériels et outillages	4 774
Locations financement :	
Installations techniques, matériels et outillages	1 958
Total	6 732

Les sorties d'amortissements sont consécutives à des cessions d'actifs ou des sorties de matériels obsolètes.

Les amortissements d'immobilisations corporelles comprennent les crédits baux et des éléments en location financement pour :

Crédits baux	
Installations techniques, matériels et outillages	2 811
Locations financement :	
Installations techniques, matériels et outillages (amortissements)	773
Total	3 584

4.1.4. Actifs financiers non courants :

(En milliers d'euros)	31/12/2008				31/12/2007
	Augmentation	Diminution	Transferts et autres	Valeurs brutes	Valeurs brutes
Titres de participation					
Prêts					
Autres immobilisations financières	12			220	207
Total actifs financiers non courants	12			220	207

4.1.4. Actif d'impôts différés : L'actif d'impôt différé est normalement déterminé sur la seule base des déficits fiscaux susceptibles de s'imputer sur les résultats prévisionnels des deux prochains exercices pondéré d'un coefficient de 80%. Néanmoins, au 31 décembre 2008, compte tenu d'un contexte économique incertain, il a été décidé de n'activer aucun actif d'impôt différé. Cette position prudente sera réévaluée à la lumière des résultats futurs.

4.2 Actifs courants :

4.2.1. Stocks :

(En milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette
Stocks matières premières	556	-165	391	570
Stocks autres approvisionnements	182		182	210
Stocks en cours	882	-463	419	696
Stocks produits finis	469	-421	48	49
Total	2 089	-1 049	1 040	1 524

4.2.2. Clients et autres débiteurs :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Fournisseurs, avances et acomptes versés		8
Clients et comptes rattachés	3 965	4 686
Autres créances	316	634
Charges constatées d'avance	9	30
Total	4 290	5 358

4.2.3. Impôts exigibles : Il s'agit des impôts courants (TVA, autres impôts...).

4.2.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie : la trésorerie du groupe, hors découverts bancaires et comptes banques créditeurs de 2 K€, s'élève à 1 087 K€ au 31 décembre 2008 contre 3 178 K€ au 31 décembre 2007.

4.3 Passifs courants et non courants :

4.3.1. Dette financières :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	-1 an	De 1 à 5 ans	+ 5 ans	Rappel 31/12/2007
Dettes financières	7 413	1 221	3 320	2 871	8 851
Plan de continuation	6 360	608	2 881	2 871	6 703
Emprunts (CB et loc. financières)	1 050	611	440		2 024
Divers	2	2			124
Ligne de crédit					
Dépôts et cautionnements					
Dettes rattachées à des participations					
Intérêts courus					
Avances Anvar/Adour					
Dettes Factor	3 733	3 733			4 175
Participation des salariés	329	152	177		431
Total	11 474	5 106	3 497	2 871	13 457

L'endettement auprès des établissements de crédit comprend les éléments suivants :

Crédits-baux	838 K€
Locations financières	213 K€
Total	1 050 K€

4.3.2. Provisions :

(En milliers d'euros)	Montant au début d'exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions : reprises exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Montants utilisés	Montants non utilisés	
Provisions pour risques :					
Plan de restructuration	0	722			722
Risques divers	78	232	78		232
Provisions pour charges :					
Indemnités de fin de carrière	351				351
Charges diverses liées à Augros INC	20				20
Litige fiscal					
Total	449				1 326

Les provisions pour risques divers concernent l'élément suivant :

- provision sur risque de non achèvement d'une immobilisation en cours de développement : 232 K€

Total : 232 K€

4.4 Chiffre d'affaires : le groupe Augros ne publie pas d'information sectorielle dans la mesure où il est organisé autour d'une activité principale (conception et production d'emballages de parfum).

4.4.1. Par zone géographique :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	% du CA	31/12/2007	% du CA
Europe	15 807	100%	17 376	100%
USA		0%		0%
Brésil		0%		0%
Total	15 807	100%	17 376	100%

4.5 Autres produits et charges opérationnels.

(En milliers d'euros)	31/12/2008		31/12/2007
Produits excep. sur opérations de gestion			
Produits excep. sur exercices antérieurs			
Produits sur cession d'immobilisations			
Autres produits exceptionnels (1)	99	(1)	922
Reprise exceptionnelle/provisions exceptionnelles	78		
Total des autres produits exceptionnels	177		922
Charges except. sur opérations de gestion	0		-85
Charges except. sur exercices antérieurs			-36
VNC immobilisations cédées			-51
Autres charges exceptionnelles	-218	(2)	-521
Dotations exceptionnelles	-1 048	(3)	-60
Total autres charges exceptionnelles	-1 266		-754
Autres produits et charges opérationnels	-1 090		168

(1) En N-1, ce poste comprenait essentiellement les abandons de créances et ajustements s/ plan de continuation

(2) Ce poste comprend divers ajustements s/ plan de continuation (-61 K€), une dépense pour traitement des déchets

(-78 K€) ainsi que le résultat 2008 d'Augros INC (-78 K€)

(3) Dont provision s/ plan de restructuration (722 K€) et provision pour risque s/ machine en cours de développement (232 K€)

4.6 Résultat financier.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Reprises sur provisions R&C financiers		
Gains de change	2	
Autres produits financiers (1)	13	277
Total produits financiers	14	277
Dotations aux provisions R&C financiers		
Dotation sur titres		
Charges d'intérêts	-228	-257
Pertes de change	-2	
Autres charges financières (2)	-558	-144
Total charges financières	-788	-401
Résultat financier	-775	-124
(1) Dont actualisation de la dette RJ		160
(2) Dont actualisation de la dette RJ	-381	

4.7 Résultat net consolidé – Compte tenu des éléments qui précèdent, le résultat net est déficitaire pour -4 533 K€ part du groupe.

5. Autres informations

5.1 Engagements hors bilan :

Sûretés réelles (TTC) :

(En milliers d'euros)	Échéances restant dues TTC	
	31/12/2008	31/12/2007
Cautions sur locations immobilières		
Alençon : bail ferme de 10 ans échéance 19/12/2014	3 002	3 532
Le Theil : bail ferme de 11 ans et 11 mois échéance 26/05/2014	2 537	3 034

5.2 Nantissement fonds de commerce :

(En milliers d'euros)	Montant initial	31/12/2008	31/12/2007
Augros CP	360	151	151

5.3 Personnel :

5.3.0. Effectifs –

Effectifs répartis par pays inscrits en fin de période :

	31/12/2008	31/12/2007
France	221	229
Etats-Unis		
Total	221	229

Effectifs répartis par catégories en fin de période :

	31/12/2008	31/12/2007
Cadres	13	15
Agents de maîtrise	22	20
Ouvriers / employés	186	194
Total	221	229

5.3.1 Charges de personnel :

	31/12/2008	31/12/2007
Rémunération	5 357	5 747
Charges sociales	1 920	2 007
Total	7 278	7 754

5.4 Transactions avec les parties liées.

- La société Augros Cosmetic Packaging est détenue directement et indirectement à hauteur de 79.03% par la famille Bourguine, à hauteur de 20.13% par l'actionnariat public et enfin à hauteur de 0.84% en auto-détention.
- Les transactions avec la filiale AUGROS INC ne présentent pas un caractère significatif.
- Les rémunérations et indemnités versées aux membres du Directoire au titre de l'exercice 2008 se sont élevées à 204 K€.
- Les indemnités versées aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2008 se sont élevées à 48 K€.
- Les avantages à court terme dont bénéficient les mandataires sociaux sont constitués par des avantages en nature liés aux véhicules de fonction.
- Les indemnités de fin de carrière des mandataires sociaux ont été chiffrées par un organisme externe (selon les modalités décrites dans la partie Engagements sociaux) et s'élèvent à 30 K€ à fin 2008.
- Les mandataires sociaux ne disposent pas d'avantages postérieurs à l'emploi ni d'autres avantages à long terme.
- Aucun paiement en actions n'a été réalisé.

Honoraires des commissaires aux comptes.

	Cabinet Auditor				Cabinet AD Conseils			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Audit								
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	32 K€	30 K€			32 K€	30 K€		
- Filiales intégrées globalement								
<input type="checkbox"/> Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur								
- Filiales intégrées globalement								
<i>Sous-total</i>	32 K€	30 K€	100%	100%	32 K€	30 K€	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
<input type="checkbox"/> Juridique, fiscal, social								
<input type="checkbox"/> Autres								
<i>Sous-total</i>								
TOTAL	32 K€	30 K€	100%	100%	32 K€	30 K€	100%	100%

5.5 Cours des devises :

Taux des devises retenus	Année 2008 Taux moyen	31/12/08 Taux de clôture
Dollar US	1,4630	1,4094

Source : <http://www.oanda.com/convert/fxhistory>

5.6 Preuve d'impôt :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net (100%)	-4 533	-1 313
Charge d'impôt	-731	-16
Résultat net taxable	-3 802	-1 297
Taux d'impôt normal %	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique (A)	1 267	432
Différences temporaires		
Différences permanentes		
Incidences des distorsions social / fiscal (B)	0	0
Retraitements sans incidence d'impôt		
Elimination des dividendes internes		
Elimination des provisions internes sur titres		
Elimination des plus ou moins values internes sur titres		
Ecarts d'évaluation sur titres et incorporels		
Autres éliminations sans incidences d'impôt		
Amortissement des écarts d'acquisition		
Ecart plus values sociales / consolidées		
Incidence des écritures de consolidation (C)	0	0
Impôts sur distributions		
Résultats taxés au taux réduit		
Imputation des reports déficitaires et ARD		
Crédits d'impôt et autres imputations		
Déficits créés sur l'exercice		
Activation des reports déficitaires		
Actualisation des impôts différés		
Limitation des impôts différés		
Incidence de situations fiscales particulières (D)	0	0
Incidence de la var du taux d'impôt (E)		
Charge d'impôt réelle théorique (A+B+C+D+E)	1 267	432
Incidence différence taux d'imposition		
Impôts différés non activés	-1 998	-448
Résultat GIE et SCI		
Sociétés étrangères		
Impôts forfaitaires		
Intégration fiscale		
Reprise provision/impôts comptable en social		
Contrôle fiscal		
Ecarts	-1 998	-448
Charge d'impôt à constater	-731	-16

Résultat des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	31/12/2007	31/12/2008
Capital en fin d'exercice					
Capital social	2 283 933	2 283 933	2 283 933	2 283 933	2 283 933
Nombre d'actions ordinaires	1 427 458	1 427 458	1 427 458	1 427 458	1 427 458
Nombre d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Nombre maximum d'actions à créer :					
Par convention d'obligations					
Par droit de souscription					
Opérations et résultat :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	749 588	978 825	22 392 429	17 375 821	15 807 256
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-561 073	-1 919 924	-5 815 948	-1 156 447	-1 829 647
Impôts sur les bénéfices	-749 906	-18 659			
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	293 595	-13 471 441	1 758 868	-1 953 324	-3 541 899
Résultat distribué					
Résultat par action :					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions		-1	-4	-1	-1
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions		-9	1	-1	-2
Dividende attribué					
Personnel :					
Effectif moyen des salariés	5	4	258	229	221
Montant de la masse salariale	399 140	370 517	6 189 496	5 746 800	5 357 429
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales)	157 484	150 848	2 016 506	2 007 445	1 920 325

VIII. Attestation du rapport financier annuel

Je soussigné, Didier BOURGINE, agissant en qualité de Président du Directoire de la société AUGROS COSMETIC PACKAGING, atteste à ma connaissance que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Auditor
25-27, rue Montorgueil
75001 – PARIS

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25 avenue de l'Europe
92310 – SEVRES

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tels qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note V "Faits marquants de l'exercice 2008 et conséquences" de l'annexe concernant l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation et les mesures prises à ce stade pour y répondre mais dont les effets ne pourront être suffisants qu'à la condition d'un redémarrage de l'activité attendu sur le second semestre 2009 comme cela est expliqué au point V "Perspectives 2009" de l'annexe.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2008 (cf note perspectives 2009), dans un contexte de manque de visibilité sur le futur.

Par ailleurs, la note "Dettes financières" expose l'incidence de la prise en compte du plan d'étalement des dettes par le jugement du tribunal ayant validé le plan de continuation de la société. L'étalement des échéances sur dix ans a entraîné dès l'exercice 2006, l'actualisation de cette dette à un taux de 6% majoré ou minoré de la variation du taux OAT 10 ans d'un exercice à l'autre.

Auditor
25-27, rue Montorgueil
75001 – PARIS

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25 avenue de l'Europe
92310 – SEVRES

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société AUGROS CP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Auditor
25-27, rue Montorgueil
75001 – PARIS

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25 avenue de l'Europe
92310 – SEVRES

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tels qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note V "Faits marquants de l'exercice 2008 et conséquences" de l'annexe concernant l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation et les mesures prises à ce stade pour y répondre mais dont les effets ne pourront être suffisants qu'à la condition d'un redémarrage de l'activité attendu sur le second semestre 2009 comme cela est expliqué au point V "Perspectives 2009" de l'annexe.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2008 (cf note perspectives 2009), dans un contexte de manque de visibilité sur le futur.

Par ailleurs, la note "Dettes financières" expose l'incidence de la prise en compte du plan d'étalement des dettes par le jugement du tribunal ayant validé le plan de continuation de la société. L'étalement des échéances sur dix ans a entraîné dès l'exercice 2006, l'actualisation de cette dette à un taux de 6% majoré ou minoré de la variation du taux OAT 10 ans d'un exercice à l'autre.

Auditor
25-27, rue Montorgueil
75001 – PARIS

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25 avenue de l'Europe
92310 – SEVRES

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés.

Paris et Sèvres, le 19 Mai 2009

Les Commissaires aux comptes

Auditor
Bruno KNEZ



AD Conseils
Stéphane FERTELLE



Comptes sociaux au 31 décembre 2008

I. - Bilan

(En euros)

Actif	31/12/2008			31/12/2007
	Brut	Amortissements dépréciations	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	231 879	102 357	129 522	27 254
Fonds commercial (1)	445 239	201 321	243 918	414 749
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions	179 315	146 952	32 363	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 171 114	3 601 930	569 184	616 969
Autres immobilisations corporelles	1 837 540	1 563 804	273 736	358 226
Immobilisations corporelles en cours	277 337		277 337	50 821
Avances et acomptes	4 054		4 054	
Immobilisations financières (2) :				
Participations	2 318 673	2 211 778	106 895	179 146
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	219 693		219 693	207 228
	9 684 844	7 828 141	1 856 702	1 854 393

Actif	31/12/2008			31/12/2007
	Brut	Amortissements dépréciations	Net	Net
Actif circulant :				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	738 337	164 775	573 562	779 431
En-cours de production (biens et services)	882 063	463 179	418 884	696 279
Produits intermédiaires et finis	468 675	420 843	47 832	48 621
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3) :				
Clients et comptes rattachés	3 941 120	40 959	3 900 161	4 675 995
Autres créances	704 789	165 662	539 127	1 132 886
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres	353 190	346 396	6 794	27 654
Autres titres	40 218		40 218	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 046 487		1 046 487	2 945 844
Charges constatées d'avance (3)	8 712		8 712	30 364
	8 183 592	1 601 814	6 581 778	10 337 075
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	17 868 435	9 429 955	8 438 480	12 191 468
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif	31/12/2008	31/12/2007
Capitaux propres		
Capital	2 283 933	2 283 933
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 959 091	3 959 091
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
Réserve légale	221 391	221 391
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-11 596 477	-9 643 153
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-3 541 899	-1 953 324
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	-8 673 961	-5 132 061
Provisions :		
Provisions pour risques	232 356	78 000
Provisions pour charges	722 000	
	954 356	78 000
Dettes (1) :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	2 082	96 251
Emprunts et dettes financières (3)	8 630 576	9 407 068
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 964	7 964
Fournisseurs et comptes rattachés	1 649 455	1 608 847
Dettes fiscales et sociales	1 741 890	1 207 782
Autres dettes	3 746 901	4 209 293
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	379 217	708 323
Ecart de conversion passif		
	16 158 085	17 245 529
Total passif	8 438 480	12 191 468
(1) Dont à plus d'un an (a)	8 552 995	8 787 901
(1) Dont à moins d'un an (a)	7 597 126	8 449 664
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	2 082	96 251
(3) Dont emprunts participatifs		

II. - Compte de résultat

(En euros)

	31/12/2008			31/12/2007
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	4 861		4 861	65
Production vendue (biens)	12 954 976	2 672 856	15 627 833	17 247 587
Production vendue (services)	174 561		174 561	128 168
Chiffres d'affaires net	13 134 399	2 672 856	15 807 256	17 375 821
Production stockée			-236 953	-327 268
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions et transfert de charges			366 805	650 370
Autres produits				
			15 937 107	17 698 922
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 627 046	2 987 687
Variation de stocks			109 838	35 359
Autres achats et charges externes (a)			6 647 463	7 596 229
Impôt, taxes et versements assimilés			743 824	609 152
Salaires et traitements			5 357 429	5 746 800
Charges sociales			1 920 325	2 007 445
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			436 633	482 985
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			170 831	
Sur actif circulant : dotation aux dépréciations			41 231	105 308
Sur risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			9 000	35 538
			18 063 621	19 606 503
Résultat d'exploitation			-2 126 513	-1 907 581

Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers :		
De participations (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés	76 084	117 450
Reprises sur dépréciations et provisions et transfert de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	76 084	117 450
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	93 111	312 873
Intérêts et charges assimilées	386 398	253 815
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	479 509	566 688
Résultat financier	-403 425	-449 238
Résultat courant avant impôts	-2 529 938	-2 356 819
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	70 839	921 760
Sur opérations en capital	27 704	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	78 000	
	176 543	921 760
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	140 057	420 982
Sur opérations en capital		36 937
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 048 446	60 345
	1 188 503	518 264
Résultat exceptionnel	-1 011 961	403 496
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
Total des produits	16 189 734	18 738 132
Total des charges	19 731 633	20 691 456
Bénéfice ou perte	-3 541 899	-1 953 324
(a) Y compris :		
Redevances de crédit bail mobilier	296 216	387 717
Redevances de crédit bail immobilier	571 601	866 641
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		

III. – Annexe des comptes individuels

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2008 dont le total est de 8 438 480 € et au compte de résultat de l'exercice, dégageant un déficit de -3 541 899 €.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2008. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes ont été arrêtés le 14 avril 2009 par le Directoire.

Faits caractéristiques de l'exercice

En présence d'une conjoncture économique difficile et eu égard au caractère volatile de l'évolution possible sur 2009, la société a mis en place un plan de restructuration à fin 2008 dans le but de préserver son efficacité opérationnelle. Les coûts de ce plan ont été évalués à 722 K€ et ont été intégralement provisionnés (en éléments exceptionnels) à la clôture.

Afin de sécuriser ses disponibilités à moyen terme AUGROS COSMETIC PACKAGING a obtenu :

- d'une part, un rééchelonnement de la dette de RJ ; l'échéance N°2 de Septembre 08 a été honorée et les échéances des années 3 et 4 ont été réduites à 5% de remboursement contre 11,25%, la différence étant reportée en années 9 et 10 ;
- et d'autre part, un report de règlement pour un montant de 876 K€ correspondant à des loyers et charges sociales du 4^{ème} trimestre 2008 ainsi que la Taxe professionnelle 2008.

Perspectives 2009

Le premier semestre de l'année 2009 sera difficile, particulièrement sur le pôle Décor. Nous prévoyons que la période de déstockage prendra fin au premier semestre. Il est difficile d'imaginer que le second semestre ne montre pas de signes significatifs de redémarrage, compte tenu de l'assèchement considérable de la chaîne logistique déjà effectué.

En synthèse, nous anticipons une faible reprise sur l'ensemble de l'année sur le pôle Emballage par rapport à 2008 et une baisse significative sur le Pôle Décor. Une baisse limitée de l'ensemble du CA d'AUGROS COSMETIC PACKAGING en 2009 est l'hypothèse que nous retenons, à ce stade.

Financièrement, il s'en suivra que les reports de règlements obtenus en 2008 (ci-dessus énoncés) se poursuivront en 2009 pour les mêmes créanciers et ce, à hauteur de 2 M€.

Enfin, il sera demandé au Tribunal de Commerce de reporter à 2010 le paiement prévu en septembre de l'échéance annuelle du plan RJ (420 K€).

Règles et méthodes comptables

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation – Les comptes individuels au 31 décembre 2008 sont établis en Euros et présentés conformément aux règles et principes comptables français actuellement en vigueur. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels (CRC-99-03).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Changement de méthode d'évaluation – Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3. Changement de méthode de présentation – Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

4. Immobilisations incorporelles – Les seuls frais de développement sont inscrits au bilan lorsqu'ils se rapportent à la création et au développement de nouveaux procédés de fabrication destinés à favoriser l'émergence de nouveaux produits. Ces frais ne sont activés que pour autant qu'ils se composent de coûts directs et qu'ils soient individualisés et imputables à une production dont la rentabilité future est raisonnablement estimée.

Les brevets industriels figurant à l'actif font tous l'objet d'une protection juridique, et sont tous exploités, générant chiffre d'affaires et marge, ils sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans.

Les fonds de commerce sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition. Ces éléments ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel. De façon générale, la valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Tous les fonds de commerce sont intégralement provisionnés hormis celui de l'établissement d'Alençon qui n'est pas provisionné du fait des potentiels de contribution aux résultats futurs.

5. Immobilisations corporelles – La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, hors frais d'acquisitions. Les amortissements pour dépréciations sont calculés sur la durée normale d'utilisation des biens. Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Agencements, aménagements	3 à 10 ans
Matériel industriel	5 à 10 ans
Programmes automatiques	5 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Mobilier	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

6. Immobilisations financières – Les immobilisations financières sont inscrites au bilan pour leur valeur historique (d'acquisition ou d'apport). Les immobilisations financières se composent des titres de participation des filiales, de créances rattachées à ces participations et des dépôts et cautionnements versés.

A la clôture de l'exercice, cette valeur est comparée à la valeur d'utilité tenant compte de la quote-part d'actif net majoré des plus-values latentes, et de la tendance des résultats ainsi que de l'intérêt économique des sociétés pour le groupe. L'écart défavorable fait l'objet de provisions pour dépréciation.

7. Stocks – La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme annoncé.

8. Titres de placement – En matière de valeurs mobilières de placement, la valeur d'inventaire est déterminée différemment selon qu'il s'agisse de titres cotés ou non cotés :

Les titres cotés sont appréciés à la date de clôture en fonction du cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l'exercice.

Les titres non cotés sont appréciés en fonction de la situation patrimoniale et de la valeur de rendement à court terme des sociétés concernées. Au 31 décembre 2008, le groupe ne possède pas de placement de société non cotée.

Les titres de sociétés cotées détenus sont ses propres titres et à la clôture, la valeur historique (valeur d'acquisition) est comparée au cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture.

9. Créances clients et autres créances – Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

10. Transactions en devises – Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération (taux de change mensuel standard, basé sur les cours observés à la fin du mois précédent, ou bien sur le taux de conversion connu lorsqu'il existe une couverture de change).

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de cette actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan au sein du poste « Ecart de conversion », lorsqu'il s'agit de monnaies exclues de la zone Euro. Les pertes latentes de change, non compensées, font l'objet d'une provision pour risques.

11. Stock-options et bons de souscriptions – L'Assemblée Générale du 10 novembre 1997 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de cinq ans commençant le 15 janvier 1998, des options donnant droit à la souscription d'actions.

Le Directoire, en date du 1er juillet 2004 a octroyé, suite à l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2004, 28 560 stocks options supplémentaires à des cadres dirigeants du Groupe Augros Cosmetic Packaging. Aucune option n'a été exercée au 31 décembre 2008.

12. Crédit d'impôt recherche – Aucun crédit d'impôt recherche n'a été constaté dans les comptes de la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

13. Indemnités de fin de carrière – Le montant mentionné en hors bilan pour un montant de 351 K€ a été déterminé par un organisme externe sur la base des hypothèses suivantes :

- utilisation de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées ;
- taux annuel d'actualisation : 3% ;
- taux annuel de progression des salaires : 0,50% ;
- taux annuel de turn-over : 10% jusqu'à 49 ans, 0% au-delà ;
- taux de charges sociales : 45%
- table de mortalité : TF 00-02 ;
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Il s'agit de l'évaluation faite au 31/12/2007 non formellement actualisée au 31/12/2008 considérant la baisse de l'effectif à fin 2008.

14. Impôt sur les résultats – L'impôt sur le résultat est déterminé sur la base du résultat unique de la société.

15. Eléments concernant les entreprises liées – Au cours de l'exercice 2008, la société n'a eu de transactions qu'avec la filiale AUGROS INC (sans activité depuis 2006) pour des montants non significatifs.

16. Sûretés réelles - Cautions sur locations immobilières :

Etablissement Alençon : bail ferme 10 ans échéance 19/12/14	3 002 K€ TTC
Etablissement Le Theil : bail ferme 11 ans et 11 mois échéance 26/05/14	2 537 K€ TTC

17. Situation fiscale latente :

(En K€)	31/12/2008
Crédit à imputer	
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	-19 346 K€
Moins-values à long terme	
Différences temporaires	
Allègements de la dette future d'impôt	-370 K€
Total	-19 716 K€

18. Composition du capital social

Catégorie de titres	Nombres de titres			Valeur nominale
	A clôture exercice	Créés pendant exercice	Remboursés pendant exercice	
Actions ordinaires (1)	1 427 458			1,6 €

(1) Dont 11 920 actions propres détenues par la société (valeur nette 7 K€)

19. Variation des capitaux propres

Capitaux propres à l'ouverture	-5 132 061
Résultat de l'exercice	-3 541 899
Capitaux propres à la clôture	-8 673 961

20. Provisions pour risques et charges – Une provision de 954 K€ a été constituée pour couvrir les dépenses liées au plan de restructuration (722 K€) ainsi que la perte potentielle des frais engagés pour le développement d'une machine en cours de production (232 K€).

21. Ventilation du chiffre d'affaires. – Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante

Nature du chiffre d'affaires (en K€)	Montants	Pourcentage
Conception et production d'emballages	15 807	100%

22. Détail du résultat financier (en K€) :

	2008
Autres produits financiers	74
Reprises sur provision	
Différences de change	2
Total des produits financiers	76
Intérêts et charges assimilées	384
Dotations financières aux amortissements et provisions (1)	93
Différences négatives de change	2
Total des charges financières	480
Résultat financier	-403
<i>(1) Dont dotation aux provisions sur titres Augros INC : 72K€</i>	

23. Détail du résultat exceptionnel (en K€) :

Detail du résultat exceptionnel (en K€) :		2008
Produits exceptionnels de gestion (1)		71
Produits exceptionnels sur opérations en capital (2)		28
Reprise sur provisions et transfert de charges		78
Total des produits exceptionnels		177
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (3)		140
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		0
Dotations aux amortissements et provisions (4)		1 048
Total des charges exceptionnelles		1 189
Résultat exceptionnel		-1 012
Dont :		Charges Produits
(1) Profits sur passif RJ		63
(2) Solde compte courant Augros INC		28
(3) Pertes sur passif RJ		61
(4) Dont provision plan de restructuration		722
(4) Dont provision machine en cours de production		232

24. Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	13	
Agents de maîtrise et techniciens	22	
Employés/ouvriers	233	22

25. Engagements en matière de crédit-bail – Montant des engagements de crédits-baux de la société :

Postes du bilan (en milliers d'euros)	Valeur d'origine HT	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		Exercice	cumulées		Exercice	cumulées
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels	4 800	681	2 811	1 989	868	4 487
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
TOTAL	4 800	681	2 811	1 989	868	4 487

Postes du bilan (en milliers d'euros)	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	A un an au +	+ 1 an - 5 ans	> 5 ans	Total		
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels	549	359		908	43	868
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
TOTAL	549	359		908	43	868

26. Liste des filiales et participations :

(En milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations				
1 - Filiales (plus de 50% du capital détenu)				
AUGROS INC	411	130	100%	-78
2 - Participations (de 10% à 50% du capital détenu)				
B - Renseignements globaux sur les autres filiales et participations				
1- Filiales non reprises en A :				
a) françaises				
b) étrangères				
2- Participations non reprises en A :				
a) françaises				
b) étrangères				

Immobilisations.

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles :			
Frais d'établissement et de développement- Total I	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles - Total II	567 995		109 123
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre	146 555		32 760
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 923 982		247 767
Installations générales , agencements et aménagements divers	1 540 134		26 551
Matériel de transport	1 248		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	246 818		22 789
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	50 821		515 398
Avances et acomptes			4 054
Total III	5 909 558	0	849 319
Immobilisations financières :			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	2 318 673		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	207 228		12 465
Total IV	2 525 901	0	12 465
Total général (I+II+III+IV)	9 003 454	0	970 907

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement et de développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			677 118	
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions sur sol propre			179 315	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagement des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		635	4 171 114	
Installations générales, agencements, et aménagement divers			1 566 685	
Matériel de transport			1 248	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			269 607	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	288 882		277 337	
Avances et acomptes			4 054	
Total (III)	288 882	635	6 469 360	0
Immobilisations financières :				
Participations évaluées par mise en équivalence			2 318 673	
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			219 693	
Total (IV)	0	0	2 538 366	0
Total général (I+II+III+IV)	288 882	635	9 684 844	0

Amortissements.

Cadre A - Situations et mouvements de l'exercice				
Immobilisations amortissables	Valeur en début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions sorties/reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement et de développement	0			0
Total I	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	95 502	6 855		102 357
Total II	95 502	6 855	0	102 357
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions sur sol propre	146 555	397		146 952
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 307 013	295 552	635	3 601 930
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 197 144	122 960		1 320 103
Matériel de transport	1 247			1 247
Matériel de bureau et informatique, mobilier	231 583	10 870		242 453
Emballages récupérables et divers				
Total III	4 883 542	429 779	635	5 312 686
Total général (I+II+III)	4 979 044	436 633	635	5 415 043

Provisions

	Montant au début d'exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions : reprises exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Montants utilisés	Montants non utilisés	
Provisions réglementées:					
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations exceptionnelles de 30 %					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger avant 01/02/92					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger après 01/02/92					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
Total I					
Provisions pour risques et charges :					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provision pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges	78 000	954 356	78 000		954 356
Total II	78 000	954 356	78 000		954 356
Dépréciations :					
Dépréciations immobilisations incorporelles	30 490	170 831			201 321
Dépréciations immobilisations corporelles					
Dépréciations titres mis en équivalence					
Dépréciations titres de participation	2 139 527	72 251			2 211 778
Dépréciation autres immobilisations financières					
Dépréciation stocks et en-cours	913 475	135 321			1 048 797
Dépréciations comptes clients	40 959				40 959
Autres dépréciations	491 198	20 860			512 058
Total III	3 615 649	399 263			4 014 912
Total général (I+II+III)	3 693 649	1 353 620	78 000		4 969 269
Dont dotations et reprise :					
D'exploitation		135 321			
Financière		93 111			
Exceptionnelles		1 125 187	78 000		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice					

Créances et dettes

Cadre A - Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	219 693		219 693
De l'actif circulant :			
Clients douteux ou litigieux	48 034	48 034	
Autres créances clients	3 893 086	3 893 086	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	11 205	11 205	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	213 144	213 144	
Autres impôts taxes et versements assimilés	10 424	10 424	
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteur divers	470 017	470 017	
Charges constatées d'avance	8 712	8 712	
Total	4 874 314	4 654 621	219 693

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B - Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1) :				
A un an maximum à l'origine	2 082	2 082		
A plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	8 552 995	784 172	3 637 744	4 131 079
Fournisseurs et comptes rattachés	1 649 455	1 649 455		
Personnel et comptes rattachés	376 918	376 918		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	796 611	796 611		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	568 360	568 360		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 828	3 828		
Groupe et associés (2)	77 581	77 581		
Autres dettes	3 743 073	3 743 073		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	379 217	254 500	124 717	
Total	16 150 121	8 256 580	3 762 461	4 131 079
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés				

Produits à recevoir et charges à payer

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2008	31/12/2007
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		39 357
Autres créances	10 424	42 172
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		12 324
Total	10 424	93 853

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	124 669	119 169
Dettes fiscales et sociales	1 022 130	686 034
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 498	7 970
Total	1 157 297	813 174

Produits et charges constatés d'avance.

Produits constatés d'avance	31/12/2008	31/12/2007
Produits d'exploitation (plus-value sur lease-back)	379 217	708 323
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	379 217	708 323

Charges constatées d'avance	31/12/2008	31/12/2007
Charges d'exploitation	8 712	30 364
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	8 712	30 364

IV. – Affectation du résultat.

Proposition d'affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2008.

Troisième résolution. — L'Assemblée Générale décide d'affecter le déficit de l'exercice soit -3 541 899 € au poste Report à nouveau. En application des dispositions légales, nous vous informons qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

AUGROS COSMETIC PACKAGING

S.A. au capital de 2 283 933 €

Rapport des Commissaires aux comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008
AUGROS C.P.
165, Boulevard de Valmy – 92700 COLOMBES

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société AUGROS CP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Faits caractéristiques de l'exercice" de l'annexe concernant l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation et les mesures prises à ce stade pour y répondre mais dont les effets ne pourront être suffisants qu'à la condition d'un redémarrage de l'activité attendu sur le second semestre 2009 comme cela est expliqué au point "Perspectives 2009" de l'annexe.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2008 (cf note perspectives 2009), dans un contexte de manque de visibilité sur le futur.

Par ailleurs, l'annexe expose les règles et méthodes comptables concernant à la comptabilisation relatives aux stocks et créances clients. Dans le cadre de notre appréciations des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et les informations fournies dans les notes "stocks" et "créances clients et autres" de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes relatives à l'évaluation des dépréciations des comptes clients ainsi que la valorisation des stocks.

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

Nos travaux d'appréciation de cette analyse ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des modalités retenues pour l'évaluation de ces éléments d'actifs et des provisions qui en découlent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que vos capitaux propres demeurent inférieurs à la moitié du capital. Votre société devait régulariser cette situation avant le 31 Décembre 2008.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Sèvres et Paris, le 19 mai 2009

Les Commissaires aux Comptes

AD Conseils

Stéphane FERTELLE



Auditor

Bruno KNEZ



AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

AUGROS COSMETIC PACKAGING

S.A. au capital de 2 283 933 €

**Rapport spécial des Commissaires aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés**

<p>Exercice clos le 31 décembre 2008 AUGROS C.P. 165, Boulevard de Valmy – 92700 COLOMBES</p>

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et d'engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

ABSENCE D'AVIS DE CONVENTION ET D'ENGAGEMENT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ou engagement visés à l'article L. 225-86 du Code de commerce.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de l'engagement suivant approuvé au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice et jusqu'à la date du présent rapport.

1- CAUTIONNEMENT ET GARANTIE

Nantissement

Membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance concernés :

- J. BOURGINE
- D. BOURGINE
- G. BOURGINE
- C. BOURGINE BOUCHER

Nature et objet :

- Lors de la réunion du 21 mars 2005, votre Conseil de Surveillance a autorisé le nantissement des actions ACP par la société P.F.B à hauteur de 130% du capital plus intérêts au profit de la Banque NSM Entreprise en garantie d'un prêt de 500.000€ consenti à la société MSV (notre filiale en 2005).

Taux : Euribor 6 mois + 1,80%

Capital restant dû au 31.12.2007 : 427 500€.

- Certaines banques créancières avaient en garantie des nantissements sur les actions des filiales.

En raison de la Transmission Universelle de Patrimoine intervenue en 17 mai 2006, il a été substitué un nantissement sur les actions Augros CP.

Le 7 septembre 2006, votre Conseil de Surveillance a autorisé le nantissement des actions Augros CP par la société P.F.B au profit des banques concernées avec la répartition suivante :

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

- Société générale : 101 248 actions en garantie d'une créance actuelle de 1.009.295€
- Natexis : 58.802 actions en garantie d'une créance actuelle de 502.804€.
- Banque Populaire : 58.802 actions en garantie d'une créance actuelle de 500.000€.

Echéance actuelle : septembre 2016

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Sèvres et Paris, le 19 mai 2009

Les Commissaires aux comptes


AD Conseils

Stéphane FERTELLE



Auditor

Bruno KNEZ



AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 Sèvres

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

AUGROS COSMETIC PACKAGING

S.A. au capital de 2 283 933 €

**Rapport des Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L. 225-235
du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil de surveillance de la
société AUGROS CP**

Exercice clos le 31 décembre 2008
AUGROS C.P.
165, Boulevard de Valmy – 92700 COLOMBES

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société AUGROS C.P., et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance, un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.



**INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE
RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION
COMPTABLE ET FINANCIERE**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures de contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

En raison du contexte économique lié à la crise actuelle et du manque de visibilité sur le moyen terme, la société n'a pas été en mesure de pouvoir nous communiquer un business plan stratégique à trois ans contrairement à ce qui est indiqué dans le rapport du président.

AD Conseils
25, avenue de l'Europe
92310 Sèvres

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 Paris

AUTRES INFORMATIONS

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport du président du conseil de surveillance ne contient pas les informations relatives aux principes et règles arrêtés par le conseil de surveillance pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux, requises par l'article L 225-68 du Code de commerce.

Sèvres et Paris , le 19 Mai 2009

Les Commissaires aux comptes


AD Conseils

Stéphane FERTELLE



Auditor

Bruno KNEZ



ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 24 JUIN 2009

PROJET DES RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire et du rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2008, approuve tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice ainsi que les comptes consolidés.

L'exercice se solde par une perte de 3 541 899 euros.

L'Assemblée Générale approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle approuve le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, s'élevant à 56 648 euros et correspondant théoriquement à un impôt sur les sociétés de 18 883 euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence au Directoire, au Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux Comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L 225-86 et L 225-90 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice soit – 3 541 899 euros au poste « report à nouveau ».

En application des dispositions légales, nous vous informons qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale procède au renouvellement, pour une durée de 6 années, du mandat du :

- Cabinet AUDITOR en tant que Commissaire aux Comptes titulaire

Et à la nomination de Monsieur Bernard GABRIELLE en tant que Commissaire aux Comptes suppléant en lieu et place de Monsieur Karim NEROUE.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Directoire, fixe à 9 000 euros le montant global des jetons de présence alloués annuellement au Conseil de Surveillance, pour l'exercice en cours et les exercices suivants jusqu'à intervention d'une nouvelle décision.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès verbal pour l'accomplissement de toutes formalités au greffe du tribunal de Commerce.